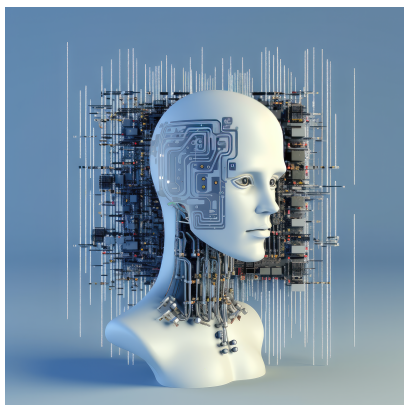




Les cassandres de l'IA et de l'OAT s'en donnent à cœur joie : 2ème partie

Description

Nos cassandres nous prédisent la prochaine faillite du pays.

Les investisseurs s'inquiètent de la dette française. Ils ont raison.

Il est vrai que le spread OAT-Bund vient de franchir les 100 points de base, tandis que l'OAT dépasse largement les 4,5%, un niveau inédit depuis la crise financière de 2008.

La situation est préoccupante. Certes, François Fillon avait eu raison de dire que l'Etat était en faillite en 2007 avec près de 1200 milliards d'euros de dette. Cette affirmation est d'autant plus vraie en 2026 avec une dette à plus de 3500 milliards d'euros. Mais la grande différence, c'est le fameux « whatever it takes » prononcé par Mario Draghi lors de sa présidence à la BCE.

Ce discours avait alors sauvé l'euro.

La politique de taux négatifs initiée par Draghi a eu des effets pervers. La France a considéré que l'argent magique et la « gratuité » de l'endettement permettait tous les dérapages budgétaires.

Or, la France avec l'Allemagne sont les piliers fondateurs de l'UE et de la zone euro. Il est impossible politiquement que l'Europe et donc la BCE laisse la France s'approcher de la faillite.

La BCE interviendra en achetant des OAT. Conditionnera-t-elle ce soutien à des coupes budgétaires massives ? Une crise économique et financière est très probable, mais la faillite pure et simple reste un scénario improbable.

Par ailleurs, une pression importante s'exercera sur les agences de notation. Une dégradation de la note de la France entraînerait des conséquences immédiates et négatives. Il faut rappeler que les investisseurs institutionnels, notamment ceux de l'assurance-vie, seraient soumis à des ventes forcées si la France basculait en catégorie spéculative (high yield), en raison des contraintes de Solvency II et de leurs propres guidelines d'investissement. Nous n'en sommes pas encore là : la France est notée A+. Il reste encore plusieurs crans avant que l'OAT ne devienne un junk bond.

A la décharge de la France, tout le monde a profité de l'argent magique. Les Etats se sont endettés massivement, les bulles se sont propagées aussi bien aux actions qu'au marché immobilier.

La flambée des taux d'intérêts en Europe dans le sillage des taux longs américains qui retrouvent leurs niveaux de 2008, accroît le risque d'une crise financière dans le contexte d'endettement massif et de valorisations boursières élevées.

C'est à cause de cette complaisance des investisseurs, du joker européen garantissant l'euro que la France se refuse à revenir à un budget équilibré. La France ne risque rien. La France se comporte comme le passager clandestin de l'Europe. Danke Berlin ! La bonne tenue budgétaire de l'Allemagne a largement profité à la France depuis le début des années 2000.

La réalité des marchés va rattraper la France. Le pays vit largement au-dessus de ses moyens notamment à travers son modèle d'Etat-providence et du fameux modèle social français.

La France a besoin d'emprunter massivement sur les marchés auprès de prêteurs internationaux pour continuer à se financer. Est-ce que les prêteurs vont rechigner à acheter de la dette française si ces derniers commencent à douter des capacités de remboursement du pays ?

Deux solutions s'offrent aux pays :

Soit le pays continue dans son aveuglement et risque une crise massive avec un appauvrissement des Français, à l'instar des Grecs.

Soit le pays se dote d'un homme politique courageux prêt à s'attaquer enfin au déficit structurel. C'est ce déficit, cumulé année après année depuis 1974, qui nous a conduits à une dette de plus de 3 500 milliards d'euros. Dans un contexte de hausse mondiale des taux d'intérêt à long terme, les budgets futurs devront faire face à l'explosion du service de la dette, qui dépassera 100 milliards d'euros par an.

Le taux de croissance français est famélique, de l'ordre de 0,5 %. Avec des taux d'intérêt à 4,5 %, nettement supérieurs au taux de croissance, la France est entrée dans la trappe à dette. Celle-ci constitue un cercle vicieux : la croissance trop faible face à des taux élevés oblige l'État à s'endetter à nouveau pour payer les seuls intérêts de ses dettes passées. Le déficit primaire tourne autour de 3 % du PIB. Or il faudrait un excédent primaire pour stabiliser la dette et stopper l'effet boule de neige. Bon courage pour trouver près de 130 milliards d'euros !

Parler de faillite est techniquement discutable, mais cela a le mérite de poser le débat. Les causes du déficit sont connues. Un déficit de 6 % en période normale est une folie économique. L'explosion non maîtrisée des dépenses de protection sociale (retraites en tête) et de santé, qui représentent près de la moitié du budget, rend désormais le modèle d'Etat providence financièrement insoutenable à long terme et menace sa pérennité.

Les solutions radicales d'assainissement devraient prioritairement corriger les mesures les plus néfastes héritées des gouvernements socialistes, qui avaient promis temps libre et loisirs au détriment de l'appareil productif. Les Français ne travaillent pas assez, et la part des jeunes et des seniors au chômage reste trop élevée. Le prochain gouvernement devrait revenir sur les 35 heures (pour revenir aux 39 heures, voire 40 heures) et porter l'âge de départ à la retraite à 65 ans minimum. Nos

principaux voisins européens, dont l'espérance de vie en bonne santé est comparable, ont déjà franchi le cap des 67 ans pour préserver leur système. Il faudra aussi introduire davantage de capitalisation.

Parallèlement, il faudra s'attaquer à la gabegie des dépenses publiques, à la prolifération des dispositifs d'assistance et à la lourdeur d'une bureaucratie devenue budgétairement insoutenable, tout en allégeant les normes qui pèsent sur les entreprises. Dans un monde idéal, l'objectif de long terme serait de ramener la dépense publique autour de 35-40 % du PIB, comme dans les pays les plus riches de l'OCDE. À court terme, une réduction de 5 à 10 points de la dépense publique suffirait à résorber le déficit structurel, à stopper l'engrenage de la dette et à redresser durablement la situation financière du pays.

En attendant de connaître les résultats de l'élection présidentielle et le bilan des 100 jours du prochain locataire du Palais de l'Élysée, il est à craindre que nos cassandres de la banqueroute continuent d'arpenter les plateaux de télévision et les colonnes de la presse.

Donald Duck

Categorie

1. Société

date créée

14 octobre 2026